



SYNTHÈSE DU BUREAU DE L'UNÉDIC

12 décembre 2024

ACTUALITÉS

Garantie de l'État sur les emprunts de l'Unédic en 2025

À la suite de son Conseil d'administration en juin 2024, l'Unédic a demandé une **garantie explicite de l'État pour 4 milliards d'euros en 2025**, inscrite initialement dans le projet de loi de finances pour 2025 (article 52). Cependant, après la censure du gouvernement et l'ajournement du projet de loi de finances, la garantie n'a pas été reprise dans la loi spéciale proposée par le gouvernement démissionnaire.

Sans cette garantie, l'Unédic devra recourir à un financement de court terme, afin de couvrir ses besoins en 2025. Or, les taux d'intérêts sont moins favorables pour des emprunts de court terme et le programme de court est déjà très fortement mobilisé.

Participation de l'Unédic à l'Onemev

Dans le cadre de ses travaux sur l'emploi et le dérèglement climatique, l'Unédic collabore avec l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev).

Après plusieurs échanges en 2023 et 2024, l'Unédic a participé au comité de pilotage de l'Onemev du mois de novembre. Au cours de ce comité, les membres ont accueilli favorablement l'opportunité de son intégration en tant que membre permanent pour approfondir les travaux communs et mieux s'informer des initiatives liées à la transition écologique.

Les membres du Bureau valident la demande d'intégration de l'Unédic au sein de l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte.

Ordre du jour du prochain Conseil d'administration de l'Unédic

Les membres du Bureau ont validé l'ordre du jour du prochain **Conseil d'administration de l'Unédic qui se tiendra le 29 janvier**.

Il y sera notamment question de l'avancée de la feuille de route de l'Unédic, du bilan des travaux menés en 2024 par les commissions immobilière, d'audit et de déontologie, et de la stratégie financière pour 2025.

Publication de la partie thématique du Baromètre sur l'état d'esprit des demandeurs d'emploi

Les membres du Bureau ont pris connaissance d'une étude thématique sur l'état d'esprit des demandeurs d'emploi. À l'occasion de la publication du **6e volet du Baromètre sur la perception du chômage et de l'emploi**, l'Unédic s'est associée à **l'Observatoire du bien-être du Cepremap** pour analyser l'état d'esprit des demandeurs d'emploi.

Les résultats confirment que **le chômage est vécu comme un passage difficile pour les demandeurs d'emploi**, notamment marqué par des effets délétères sur la satisfaction dans la vie. Cependant, l'étude révèle également que **ces derniers rejettent les préjugés les concernant** : ils se perçoivent majoritairement comme dynamiques, persévérants, courageux et sociables.

Présentation de la démarche RSE de l'Unédic

La démarche RSE de l'Unédic a été présentée aux membres du Bureau. Un groupe de travail dédié à la mise en place d'une démarche RSE s'est constituée à l'Unédic un an auparavant. Depuis sa création, le groupe a publié **un rapport RSE et réalisé un bilan carbone de l'établissement Unédic**.

En 2025, un plan d'actions sera déployé pour réduire l'impact carbone et initier de nouvelles actions.

SUIVI

Note de suivi conjoncturel

Au 3e trimestre 2024, le PIB a crû de +0,4 % par rapport au trimestre précédent, après +0,2 % au 2e trimestre (en variation trimestrielle).

En novembre 2024, l'inflation est quasiment stable avec des prix en hausse de +1,3 %, après +1,2 % en octobre (en glissement annuel).

Au 3e trimestre 2024, l'emploi salarié privé augmente de +27 000 créations nettes d'emploi. En cumulé depuis le début de l'année 2024, il augmente ainsi de +49 100.

Le taux de chômage BIT a légèrement augmenté au 3e trimestre 2024 à 7,4 %, après 7,3 % au 2e trimestre.

Situation financière de l'Unédic

La variation de trésorerie s'est établit à -247 M€ en novembre pour atteindre -328 M€ en cumulé sur l'année 2024.

En novembre, l'activité de financement sur le programme court terme de l'Unédic a été soutenue en raison du refinancement d'un emprunt de moyen terme (NEU MTN) d'un montant de 1,25 Md€ arrivant à échéance le 25 novembre, mais également du financement des besoins de fin d'année en anticipation d'un marché plus calme en décembre. Par conséquent, l'encours de dette court terme et de placements de l'Unédic ont respectivement augmenté de 2,9 Md€ et 1,4 Md€.